

LES 5 TARES DU BUDGET ENTRE INCAPACITÉ ET INCOMPÉTENCE

Comment font-ils leurs comptes? Où le gouvernement fédéral a-t-il perdu plus de 4 milliards pendant de longues semaines? Enquête au cœur des cabinets ministériels et de l'administration qui révèle un fiasco inadmissible.

Depuis dix ans, les prévisions communiquées par les gouvernements sont bien éloignées des résultats finaux. De chiffres trop optimistes, découlent dérapage budgétaire et hausse des déficits... Dans les faits les erreurs s'accroissent au fédéral comme aux Régions. Il y a quelques semaines, le gouvernement wallon tablait sur un déficit limité à 200 millions d'euros...

Il sera finalement de 300 millions d'euros. Au fédéral, comment expliquer que 540 millions d'euros de recettes fiscales se sont évaporés? Prêcompte mobilier, enrôlement de l'impôt des sociétés... Du côté de la majorité MR-N-VA, on rappelle que, lors des contrôles budgétaires de 2012 et de 2013, le gouvernement avait aussi dû trouver 2 milliards avec l'aide de Steven Vanackere et Koen Geens, CD&V... aux ordres d'Elio Di Rupo.

1 MAUVAIS MINISTRE

"Le problème, c'est lui". Le président du sp.a, Johan Crombez, ne lâche plus Johan Van Overtveldt, N-VA, *"le plus mauvais ministre des Finances de tous les temps"* selon Elio Di Rupo, le président du PS. Pour le député Ahmed Laaouej (PS), *"il fait même de la magie"*. Déjà en mars dernier, le député PTB Marco Van Hees ne cachait pas que *"sa responsabilité n'est pas mince puisque le problème principal provient de recettes fiscales insuffisantes"*. Au-delà de sa personne, sa compétence est donc remise en cause, mais Van Overtveldt se défend avec force: *"Cela fait des années que les rentrées sont sérieusement surévaluées"*. Face à ce feu nourri, le Premier ministre Charles Michel a aussi fait barrage: *"Le ministre des Finances n'est pas responsable du vote sur le Brexit"*.

Tant pour lui que pour Sophie Wilmès, ministre du Budget, le Premier ministre est mis en cause: *"Di Rupo, lorsqu'il était Premier, possédait également un mauvais ministre du Budget mais il le surveillait"*, nous dit ce député socialiste fédéral. *"Aujourd'hui, il n'y a plus de bon ministre du Budget mais juste des petits comptables aux ordres..."* Le député wallon MR Jean-Luc Crucke confirme: *"Avant, nous avions de vrais ministres du Budget qui n'avaient pas peur de dire non à leur ministre-président ou à leur Premier ministre. Ils n'étaient pas aussi influençables"*. Un point de vue partagé par Marcel Cheron, député fédéral Écolo: *"Nous n'avons plus de grands ministres du Budget comme Johan Vande Lanotte. Il avait aussi cette capacité de pouvoir tenir tête aux autres ministres"*.

"AUJOURD'HUI, IL N'Y A PLUS DE BON MINISTRE DU BUDGET MAIS JUSTE DES PETITS COMPTABLES AUX ORDRES..."

Mais que reproche-t-on au fait au ministre des Finances? *"Le tax shift n'est pas financé, c'est clairement la faute du gouvernement"* analyse Marcel Cheron. Ce dernier distingue des erreurs objectives (croissance) et des erreurs de connaissances comme l'estimation sur les accises sur l'alcool et les cigarettes. Pour Philippe Courard, président du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, il a toujours fallu accepter des imprévus *"mais il faut reconnaître que depuis deux ans, l'équipe MR-N-VA surestime trop ses chiffres"*.

2 BLOCAGE DE L'ADMINISTRATION

Un mauvais ministre peut toutefois être protégé par son administration... si elle le veut bien. *"L'administration fédérale est responsable de l'examen pour les estimations"* remarque Marcel Cheron. De son côté, Philippe Courard reconnaît que certains chiffres communiqués par les administrations sont problématiques. Ce constat de directeurs de l'administration trop politisés est confirmé par Jean-Luc Crucke: *"En Wallonie, certains directeurs généraux n'ont pas voulu répondre aux demandes de la Cour des comptes. C'est le ministre socialiste Lacroix qui a été obligé de leur intimer l'ordre de donner les chiffres demandés. Anormal! Au niveau fédéral, on sait que cette situation existe aussi avec le CD&V"*.

Parfois, ce n'est pas l'administration qui est directement mise en cause, mais un ancien ministre comme, en 2009, avec l'histoire de la "calcullette" de Michel Daerden, reparti avec toutes les données du budget wallon. Son remplaçant André Antoine, ministre cdH, n'avait plus accès aux chiffres réels du budget wallon.

3 ESTIMATION IMPOSSIBLE

En dehors des responsabilités écrasantes du gouvernement, des éléments extérieurs peuvent perturber un bud-

get: le Brexit, les attentats... Pour Marcel Cheron, il y a aussi deux grandes variables qui modifient les recettes fiscales: la croissance du PIB et l'inflation. *"Quand on sait que sur une année, l'écart peut être de 0,5 %, cela peut représenter des millions d'euros. Là, clairement, ce n'est pas la faute de l'administration ou des ministres. C'est simplement l'impact de la zone euro, des taux d'intérêt ou de la vie mondiale."* Enfin, il ajoute l'aspect surréaliste propre à notre pays "magrillien" où, avec la dernière réforme de l'État, certaines données financières sont encore difficiles à estimer.

L'avis est partagé par Philippe Courard: *"On ne contrôle pas le comportement de consommation des citoyens, les droits de succession ou l'impact d'un problème mondial"*. Pour Jean-Luc Crucke, les erreurs de prévisions sont objectivement compréhensibles. C'est bien souvent l'ampleur de l'erreur qui n'est pas acceptable.

4 PEU DE CONTRÔLE

Comment mieux contrôler alors l'action de ces ministres? Un gouvernement, dans un pays démocratique, ne se promène pas sans son chien de garde, le Parlement: *"Le premier problème se situe au niveau du contrôle parlementaire. Il y a trop peu de députés qui s'intéressent à cette matière ardue, peu sexy et peu médiatique..."* concède Jean-Luc Crucke.

En mars 2016, pourtant, le député PTB Marco Van Hees décryptait déjà les incohérences du ministre des Finances: *"Il saucissonne les efforts budgétaires à imposer à la population, afin de faire passer la pilule antisociale plus facilement. C'est une stratégie que j'avais déjà dénoncée lors des discussions budgétaires fin 2015, et elle semble se confirmer"*. Peut-être faudrait-il mieux écouter les députés les plus assidus à ce contrôle...

5 L'EXEMPLE COMMUNAL

Fédéral, Régions... L'état des finances communales serait-il également aussi catastrophique? Pas pour Philippe Courard, ex-bourgmestre: *"Le budget communal est plus facile. Les recettes sont plus contrôlables et les dépenses sont suivies de plus près. Cela n'empêche pas non plus des dérapages, comme pour une vente de bois qui ramène une année 200.000 euros et l'année suivante 500.000 euros. Cela peut donc provoquer un sérieux trou dans le budget communal"*. Un avis que cautionne Jean-Luc Crucke, également bourgmestre: *"Pour les finances communales, les réalités sont plus tangibles. Les bourgmestres sont également confrontés à un contrôle de l'autorité de tutelle qui évite les dérapages dans de belles proportions. Il conviendrait de mettre en place un même système dans les Régions et au fédéral"*.

L'addition de tous ces éléments provoque des trous budgétaires inacceptables. Une perte d'énergie et une perte de temps qui pourraient être investies dans l'esprit d'entreprendre ou la création d'emploi... qui redresseraient les finances!

✂ Vincent Liévin

